

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 21/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVEO GIE

84, rue Charles Michels
Immeuble Iris - Bâtiment B
CS 20021 - CEDEX
93200 Saint-Denis

Code AIOT : 0006506456

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement SEVEO GIE implanté AVENUE SALVADOR ALLENDE 93270 Sevrans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVEO GIE
- AVENUE SALVADOR ALLENDE 93270 Sevrans
- Code AIOT : 0006506456
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEVEO est une chaufferie possédant deux chaudières gaz, une unité de cogénération et une chaudière biomasse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Obturation du réseau	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.5.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.2	Sans objet
2	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.4	Sans objet
3	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 4.4.8	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 5.1.5	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.4.1	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.4.5	Sans objet
9	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.1	Sans objet
10	Procédures d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.2	Sans objet
11	Procédures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.5	Sans objet
12	Livret de chaufferie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.7	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.7.2	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.7.4	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.7.5	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.8.1	Sans objet
17	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.8.2	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.8.3	Sans objet
19	Rejets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	atmosphériques	article 9.1.2	
20	Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le Préfet, sous un délai d'un mois :

- d'afficher les fiches de données de sécurités près des stockages de produits dangereux concernés ;
- de dégager l'accès aux dispositifs d'activation des vannes d'obturation et de s'assurer de la lisibilité de la signalisation les indiquant ;
- de mettre à jour le plan des réseaux avec l'ensemble des bassins de rétentions présents sur site.

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de réaliser une étude d'urgence de bruit lors de la prochaine période d'arrêt de l'installation pour évaluer le bruit résiduel au droit du site et de transmettre à l'inspection le rapport du contrôle dès sa réception.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance et contrôle du combustible biomasse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les combustibles sont concernés par la procédure de sortie de statut de déchet, l'exploitant s'assure auprès de son fournisseur que les lots de combustibles concernés sont bien accompagnés de l'attestation de conformité mentionnée à l'article D. 541-12-13 du code de l'environnement. Celles-ci seront conservées par l'exploitant et tenues à la disposition de l'inspection pour une durée de 5 ans.</p> <p>Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères fixés par l'exploitant. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la qualité des combustibles utilisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une filiale d'ENGIE (SOVEN) fournit la biomasse à l'exploitant. Le combustible biomasse utilisé est du bois. L'exploitant établit un rapport mensuel incluant l'évolution de la quantité et de la qualité de bois. L'exploitant mesure notamment l'humidité moyenne du bois, et connaît la provenance et le fournisseur de son combustible.</p> <p>Certains broyats de bois et d'emballage font l'objet de procédures de sortie de déchet pour lesquelles le pétitionnaire possède des attestations de conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des lots entrants de combustible biomasse
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- le type, la nature, l'origine, la quantité livrée ainsi que l'identité du fournisseur de chaque lot;- les dates et heures de livraison et l'identité du transporteur ;- les résultats des contrôles mentionnés à l'article 3.2.2 du présent arrêté ;- le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 3.2.3 du présent arrêté. Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.
Constats : Un registre informatisé, dont un export a été montré lors de la visite, contient ces informations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 4.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux résiduaires avant rejet dans une STEP
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement de Sevrans, les valeurs limites en concentration définies dans le tableau du présent article. Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.
Constats : L'exploitant applique un programme d'autosurveillance ainsi qu'une campagne de mesures annuelle réalisées par un organisme extérieur agréé. L'autosurveillance a montré des dérives en H ₂ S, DCO, DBO ₅ , MES, azote global, et pH que l'exploitant a attribué à des rejets de particules de bois dans les conduites. L'exploitant a effectué un nettoyage et un curage des conduites pour y remédier. Les rapports annuels réalisés par l'organisme extérieur agréé Bureau Veritas de janvier 2023 et de février 2024 n'ont montré aucun dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume. Les sous-produits et déchets issus de la combustion (cendres, mâchefers, résidus d'épuration des fumées...) sont, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché (ciment, béton, travaux routiers, comblement, remblai...). <p>L'exploitant est en mesure de justifier l'élimination ou la valorisation de tous les sous-produits et déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées. Il fournit annuellement à l'inspection des installations classées un bilan des opérations de valorisation et d'élimination.</p>
Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets. Il a transmis à l'Inspection un registre des déchets sortants indiquant les types de déchets sortants, leurs exutoires et leur traitement. Ce registre est transmis annuellement avec le bilan annuel. L'évacuation se fait par Big Bags.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des mélanges dangereux, en particulier les fiches de sécurité à jour.
Constats : Les fiches de sécurité des produits dangereux sont détenues par l'exploitant, mais il serait judicieux de les afficher ou de les disposer également à proximité des stockages des produits dangereux concernés. L'exploitant possède un inventaire des produits dangereux stockés sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à M. le Préfet, sous un délai d'un mois, d'afficher les fiches de données de sécurité près des stockages de produits dangereux concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1, en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une détection incendie est présente aux endroits clefs du site. L'activation des vannes de coupure d'alimentation en gaz et la coupure de l'alimentation en électricité sont asservies à cette détection. Ce système est testé à l'occasion de l'arrêt technique et lors du passage du prestataire chargé de la vérification de ce système.</p> <p>L'exploitant a fourni le dernier compte-rendu de l'arrêt technique global, en juin habituellement. Il a également transmis le rapport de vérification de ce système réalisé par la société CHUBB le 18/04/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>L'exploitant met en place en tant que de besoin, à proximité des locaux et installations identifiés à risque, des dispositifs, bien signalés, permettant de couper leur alimentation électrique en cas d'urgence.</p> <p>Un interrupteur général, permettant de couper le courant électrique, est installé à proximité d'une sortie et bien signalé.</p>
Constats : <p>L'exploitant fait réaliser le contrôle de vérification des installations électriques et la thermographie annuellement. Le dernier rapport date du 07/12/2023 et a été rédigé par Bureau Veritas. La société EQUANS réalise la maintenance du poste HT.</p> <p>Les observations sont levées au fur et à mesure.</p> <p>Il y a un interrupteur général permettant de couper le courant électrique, bien signalé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Obturation du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Élimination des substances ou préparations dangereuses en cas d'accident
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Dans le cas présent, la capacité de rétention des eaux d'extinction (161 m³ au minimum) sera constituée par les fosses de stockage de la biomasse (capacité de rétention de 1040 m³, qui prend en compte un taux de remplissage de 45 % des fosses par la biomasse). En cas de fort orage simultané ou consécutif à un sinistre, les eaux pluviales potentiellement polluées par les produits issus de la combustion seront retenues dans le bassin de rétention de 375 m³ évoqué au point 4.4.5 et dans les fosses de stockage de la biomasse.</p>
Constats : <p>Afin de confiner les eaux d'extinction, l'exploitant utilise:</p> <ul style="list-style-type: none">- sa fosse biomasse (1 040 m³);- deux bassins de rétention de 445 m³ et 346 m³, cette dernière n'étant pas sur le plan transmis. <p>Le débit de fuite est de 2m/s.</p> <p>Les équipements sont testés régulièrement, le dernier test date du 15/02/2023.</p> <p>Le site est également pourvu de vannes d'obturation pour les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales, activables automatiquement (avec réarmement manuel) ou manuellement. L'accès à l'un dispositif est envahi par la végétation.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'un mois:

- de dégager l'accès aux dispositifs d'activation des vannes d'obturation et de s'assurer de la lisibilité de la signalisation les indiquant;
- de mettre à jour le plan des réseaux avec l'ensemble des bassins de rétentions présents sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. La liste des personnes susceptibles d'intervenir sur les installations en cas de dysfonctionnement ou d'incident est établie et tenue à jour par l'exploitant. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions réglementaires applicables, notamment celles relatives aux équipements sous pression.
Constats : Il y a du personnel présent sur site en heures ouvrées. Il y a une télésurveillance permanente en dehors de ces horaires, avertie en cas d'alarme et au fait des procédures techniques et des consignes de sécurité. Le personnel est formé, notamment au cours d'une formation "grandes installations de combustion" portant sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. Cette formation dure un jour. Tout agent fait l'objet d'une formation initiale de 5 jours et de diverses formations complémentaires. L'exploitant est en possession des attestations de formation, et d'un tableau de suivi des formations pour chaque collaborateur. Un planning d'astreinte est en vigueur, et les numéros d'astreinte sont affichés à disposition du public à l'extérieur de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation. En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.
Constats : L'exploitation est dotée d'un logiciel d'assistance de gestion de maintenance qui liste les équipements, établit une fréquence de maintenance et génère des ordres de maintenance. Il y a des procédures de reconnaissance et de gestion des pannes pour une variété d'avaries (ex: blocage sur convoyeur mâchefer). Un retour d'expérience est mis en place en cas d'anomalie, et des pistes d'optimisation sont proposées. Les interventions se font en binôme, et tout verrouillage ne peut être levé qu'en présence d'un technicien, et après levée des anomalies. Il y a également sur site des procédures techniques d'exploitation (ex: manipulation de cendres humides).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides);- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire);- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables, ainsi que les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévus aux chapitres 4.3.5 et 7.5;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Ces procédures sont régulièrement mises à jour.
Constats : Ces procédures sont présentes au sein du site. L'exploitant est susceptible de solliciter le constructeur des chaudières (qui a mis en place un système d'astreinte) en cas de problème qu'il ne peut résoudre lui-même.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.6.7
Thème(s) : Risques chroniques, Livret de chaufferie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprennent notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, le cas échéant, de l'entreprise chargée de l'entretien ; - caractéristiques des locaux de chaufferie, des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ; - caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, nature et quantité de combustible consommé quotidiennement; - mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température au débouché, le traitement des eaux ; - désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; - dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ; - conditions générales d'utilisation de la chaleur ; - résultat des mesures et vérifications et visa des personnes ayant effectué ces opérations, consignation des observations faites et suites données ; - grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse; - consommation annuelle de combustible; - indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; - indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage; - indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement. <p>Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et, le cas échéant, leur durée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments sont présents dans un livret et dans divers documents dans les bureaux de la chaufferie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont repérés, facilement accessibles et une plaque indicatrice de manoeuvre est positionnée près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il s'assure notamment d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, ...). Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées ainsi que les éventuelles mesures correctives prises doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant possède des extincteurs et des RIA sur site. Les extincteurs ont été vérifiés en date du 01/08/2023 par la société Bouvier. Le remplacement des pièces défectueuses se fait dans la foulée. Les RIA ont été vérifiés le 10/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Chaque bâtiment est équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation et conforme aux normes en vigueur. Dans le cas présent, le désenfumage est réalisé conformément aux dispositions de l'instruction technique n°246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Les systèmes de désenfumage existent pour chaque bâtiment et ont été vérifiés par la société Bouvier le 31/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. L'exploitant dispose à minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un dispositif d'alarme sonore destiné à inviter le personnel à quitter l'installation en cas d'incendie ;- d'un dispositif permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Celui-ci comprend notamment un report de l'alarme << détection incendie », qui équipe la station de dépotage, le bâtiment abritant les silos de stockage de la biomasse, la chaufferie biomasse et le local TGBT, vers le personnel d'astreinte ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1, et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- d'un appareil d'incendie permettant de délivrer un débit de 60 m3/h et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil.- d'extincteurs portatifs, répartis près des accès et dans les dégagements, appropriés aux risques à combattre, à raison de 9 litres de produit extincteur ou équivalent par 250 m2 de surface. La distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 15 mètres.- de robinets d'incendie armés (RIA) installés et armés, conformément aux normes en vigueur, à proximité immédiate du stockage de biomasse. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le personnel est régulièrement entraîné à la manoeuvre des moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : Le site est pourvu: <ul style="list-style-type: none">• d'un dispositif sonore qui se déclenche en cas d'incendie;• de moyens permettant d'alerter les secours;• de plans des locaux placés dans les lieux clefs;• d'appareils incendie de débit approprié desquels l'exploitant possède un plan ainsi qu'un rapport d'entretien dressé par VEOLIA,• d'extincteurs répartis et en nombre;• de RIA à proximité du stockage biomasse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage biomasse
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage de la biomasse (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation. Dans le cas d'un arrêt prolongé des installations, l'exploitant accède aux silos biomasse pour une inspection quotidienne via un accès dédié.</p> <p>Les goulottes d'alimentation de la chaudière biomasse sont équipées de dispositifs pour prévenir tout retour de flamme de la chaufferie vers le stockage de biomasse. Ces dispositifs sont les suivants :</p> <p>guillotines (arrête-flammes mécaniques) étanches entre le foyer et le système d'alimentation, clapet en amont du système d'alimentation pour couper l'air, alarme du niveau bas, pour assurer un minimum de combustible dans les goulottes, système d'arrosage thermostatique (extinction automatique).</p> <p>Surveillance, détection et systèmes d'aspersion</p> <p>La zone de dépotage est équipée d'une détection incendie avec report d'alarme vers le personnel d'astreinte (intervention dans les 30 minutes suivant l'appel). Conformément aux dispositions prévues dans la version no4 de l'analyse préliminaire des risques de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation d'exploiter d'octobre 2015 complétée, l'exploitant met également en place un système de brumisation de la biomasse lors de la phase de dépotage.</p> <p>Le bâtiment de stockage de la biomasse est aussi équipé d'une détection incendie avec report d'alarme au personnel d'astreinte. Ce dispositif est correctement dimensionné et comprend notamment un système permettant la détection d'un échauffement localisé.</p> <p>Les silos de stockage de la biomasse sont équipés d'un système d'aspersion d'eau par colonne sèche (positionnée en sous face de toiture). Ce système est déclenché manuellement par le personnel présent sur site ou le personnel d'astreinte.</p> <p>Le système de traitement des fumées (filtre à manche) est également équipé d'une colonne sèche. Les convoyeurs de biomasse et les goulottes d'alimentation de la chaudière biomasse sont équipés d'une sonde de température et d'une rampe d'aspersion pour une extinction automatique actionnée par des vannes thermostatiques et/ou thermofusibles. Une alarme de déclenchement permet de prévenir l'exploitant en cas de mise en route de l'aspersion.</p>
Constats : <p>Les goulottes d'alimentation de la chaudière biomasse sont équipées des dispositifs susnommés pour prévenir tout retour de flamme de la chaufferie vers le stockage de biomasse.</p> <p>La détection incendie est présente dans les locaux concernés.</p> <p>Il y a une colonne sèche près du stockage de la biomasse.</p> <p>Les convoyeurs biomasse sont équipés de vannes qui se ferment en cas de montée excessive de température, et déclenche l'aspersion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage biomasse
Prescription contrôlée : <p>La chaudière biomasse est équipée de ventilateurs d'extraction des fumées permettant d'évacuer les gaz de combustion et les éventuels gaz liés à une mauvaise combustion, en particulier le monoxyde de carbone. Ce ventilateur d'extraction est équipé d'un pressostat qui en cas de perte de pression donne une alarme et met la chaudière concernée à l'arrêt. En cas de défaut sur le ventilateur d'extraction des fumées ou sur le variateur, une alarme est transmise à la supervision et l'installation se met à l'arrêt.</p> <p>Afin de détecter une mauvaise combustion dans la chaudière biomasse, un suivi de la teneur en oxygène dans les fumées est réalisé. En cas de baisse de la concentration en oxygène sous la consigne, une alarme est transmise à la supervision.</p> <p>La chaudière dispose également d'un dispositif de contrôle de la flamme ou d'un contrôle de température dont le défaut de fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Les éléments de sécurité comprennent a minima les éléments ci-dessous ou tout élément équivalent:</p> <p>Sur la chaudière :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 thermostat de température eau très élevée ;- 1 sécurité de pression basse et retour de marche pompe déclenchant la mise en sécurité de la chaudière en cas de manque d'eau ;- 2 soupapes de sécurité de pression haute chaudière ;- 1 sonde de température des fumées (sonde Pt 100). <p>Sur la chambre de combustion:</p> <ul style="list-style-type: none">- des thermocouples de température haute et basse ;- des pressostats pour contrôler l'excès ou le manque de pression dans la chambre de combustion;- des instruments de mesures CO et O2 permettant de contrôler en dernier recours l'état de la combustion. <p>La chaudière est équipée d'un dispositif d'arrêt d'urgence, celui-ci permet également de couper l'alimentation en combustible. Il est accessible en permanence aux services de secours.</p> <p>Un dispositif d'arrêt d'urgence de l'alimentation en combustible est également mis en place à l'extérieur des locaux.</p>
Constats : <p>Les chaudières sont équipées en adéquation avec la présente prescription. Il y a présence d'arrêts d'urgence près de chaque chaudière et en extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Chaufferie gaz
Prescription contrôlée : <p>Des dispositifs de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger sont mis en place dans la chaufferie gaz, le local cogénération et le caisson du groupe turboalternateur afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive.</p> <p>Selon les seuils de détection, ces dispositifs peuvent activer un système de ventilation, couper l'arrivée du combustible et/ou interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'une centrale de détection et d'un nombre suffisant de détecteurs gaz. Leurs emplacements sont déterminés par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie et sont repérés sur un plan.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés régulièrement (au minimum une fois par an) et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 7.4.4 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz dans l'atmosphère de la chaufferie gaz, du local cogénération ou du caisson du groupe turboalternateur, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 7.4.4 du présent arrêté. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>La chaufferie gaz, le local cogénération et le caisson abritant le groupe turboalternateur gaz sont également équipés d'un dispositif de détection incendie.</p>
Constats : <p>Des dispositifs de détection de gaz sont disposés de manière judicieuse à proximité des chaudières gaz. Ils ont été contrôlés par la société DMAE le 02/10/2023. Une détection de gaz déclenche la fermeture des vannes d'approvisionnement et une coupure du courant.</p> <p>Des dispositifs de détection incendie sont également présents dans les locaux gaz et cogénération.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent et selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. L'organisme extérieur qui réalise la mesure doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures comparatives comprennent:</p> <p>Les polluants listés à l'article 3.3.3 aux points de rejets listés à l'article 3.3.2 au moins une fois par an.</p> <p>Les polluants listés à l'article 4.4.8 aux points de prélèvement listés à l'article 4.4.5 au moins une fois par an.</p> <p>Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis dans le cadre du bilan annuel prévu à l'article 9.4.2</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle supplémentaire réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement et prévues à l'article 9.1.3 du présent arrêté. Ces contrôles supplémentaires peuvent, avec l'accord de l'inspection des installations classées, se substituer aux mesures comparatives.</p> <p>Les mesures comparatives prévues pour les rejets atmosphériques peuvent être faites en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu prévu à l'article 9.2.1.</p>
Constats : <p>Concernant les polluants atmosphériques :</p> <p>Pour les chaudières biomasse, un rapport de l'APAVE du 18/04/2024 n'indique pas de non-conformités;</p> <p>Pour la cogénération, un rapport de Bureau Veritas du 20/01/2023 n'indique pas de non-conformités;</p> <p>Pour les chaudières gaz, des rapports de l'APAVE du 18/04/2024 n'indiquent pas de non-conformités.</p> <p>Concernant les polluants des eaux résiduelles, un rapport du 27/01/2023 de Bureau Veritas n'indique pas de non-conformités.</p> <p>Le bilan annuel est transmis à l'Inspection annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, aux frais de l'exploitant, dans un délai de six mois au maximum après la mise en service de la chaufferie biomasse, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Elles sont notamment réalisées par un organisme qualifié, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence peut également être effectuée aux frais de l'exploitant et par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
Constats : Le dernier rapport de mesure de l'émergence date du 27/03/2021 et n'indiquait pas de non-conformité. Le rapport de mesure de l'émergence de 2024 a été transmis peu après l'inspection et n'indique pas de non-conformité vis-à-vis du bruit en limite de propriété. Toutefois, l'émergence n'a pu être mesurée, car le bruit résiduel n'a pu être mesuré, étant donné que l'installation fonctionne de manière permanente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet d'inviter l'exploitant à réaliser une seconde étude d'émergence lors de la prochaine période d'arrêt de l'installation pour évaluer le bruit résiduel au droit du site.
Type de suites proposées : Sans suite